



**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie  
n° 2021-10 du 7 octobre 2021 relative aux prochains tarifs péréqués  
d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel des  
Entreprises Locales de Distribution (ATRD6 des ELD)**

**Réponses des GRD du SPEGNN**

Les GRD des ELD du SPEGNN se sont concertés pour analyser la consultation publique n° 2021-10 et apporter une réponse commune aux questions posées par la CRE. Ils remercient la Commission de Régulation de l'Energie pour les différents échanges ayant précédé cette consultation formelle.

**Contexte et objectifs de la consultation publique**

**Question 1 :** Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par les ELD gaz et la CRE pour la période ATRD6 des ELD ?

Les GRD du SPEGNN partagent les principaux enjeux identifiés par la CRE et qui pour la plupart, ont été développés dans les dossiers tarifaires des ELD.

Ainsi, dans le contexte général actuel de baisse tendancielle des consommations et du nombre de clients, les ELD ont conscience que les changements à venir devront se faire tout en maintenant un niveau de tarif acceptable pour les consommateurs, alors que les nouvelles contraintes engendreront des dépenses supplémentaires (sécurité, gaz renouvelables, compteurs communicants, portail commun...).

Cependant, il est indispensable que les GRD du SPEGNN disposent de moyens suffisants (niveau d'investissements, aides au développement, enveloppe R&D&Innovation...), pour que le gaz puisse continuer à contribuer au mix énergétique français en respectant les critères de sécurité et de qualité de service.

## Cadre de régulation tarifaire

### **Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période ATRD6 des ELD ?**

Pour la période ATRD6, les GRD du SPEGNN sont globalement favorables aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE. Toutefois, les principes actés dans la délibération de la CRE en début de période tarifaire, doivent être appliqués à l'ensemble des ELD de manière identique, et ce, jusqu'à la fin de la période tarifaire.

Par ailleurs, comme déjà évoqué lors de l'audition des ELD du 16 septembre dernier, les ELD souhaitent mener avec la CRE et les différentes parties prenantes, une réflexion approfondie portant sur le cadre de régulation pour la période ATRD7. A cette occasion, ces principes tarifaires devront être pris en compte et pourraient faire l'objet d'évolutions.

### **Question 3 : Êtes-vous favorable à la réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement envisagée pour les ELD de gaz à compter de leur tarif ATRD6 ?**

Les GRD du SPEGNN sont favorables à la réalisation d'une étude menée par la CRE, permettant d'évaluer les impacts sur les niveaux tarifaires de la réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement. S'il devait être retenu, ce dispositif permettrait de diminuer les risques de coûts échoués liés à certains actifs de l'ELD, dans un contexte à venir difficile pour le gaz (impact de la RE 2020, concurrence d'autres énergies subventionnées...) qui induira une baisse des quantités acheminées couplée à des dé raccordements de clients.

Cependant, les GRD du SPEGNN insistent sur le fait que la mise en œuvre de cette proposition ne doit pas être une variable d'ajustement pour compenser une baisse du niveau du CMPC ou une baisse du niveau des charges nettes d'exploitation. Par ailleurs, les modalités d'application de ce nouveau dispositif devront être cohérentes avec celles qui avaient été retenues pour GRDF en janvier 2020.

Enfin, le SPEGNN s'interroge sur la seule prise en compte des branchements et CI-CM, alors que le risque de coûts échoués liés aux dé raccordements de clients est également important pour les actifs de réseau. En effet, dès lors qu'un nombre important de clients souhaite basculer du gaz vers une autre énergie, certains tronçons de réseau non encore amortis pourraient devoir être abandonnés.

### **Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement envisagé des coûts échoués des ELD ?**

Les GRD du SPEGNN souhaitent la couverture des coûts échoués par le tarif de distribution. Si nous accueillons favorablement les évolutions envisagées par la CRE, nous regrettons néanmoins que la prise en compte de ces coûts échoués soit basée sur une trajectoire et non sur les coûts réellement supportés. En effet par définition, hormis dans le cas des projets de comptage évolué, un coût échoué n'est pas prévisible puisqu'il correspond à une sortie d'actif ne résultant pas de la volonté de l'opérateur d'abandonner un ouvrage, mais qui lui est imposée par un tiers (exemple : travaux de dévoiements imposés pour la construction du Tramway ou de restructuration de la voirie...).

Ainsi, toute construction de trajectoire prévisionnelle n'est pas représentative des coûts réellement engagés par l'opérateur et de ce fait, les GRD du SPEGNN demandent la couverture des coûts échoués au CRCP.

A défaut, nous demandons que la CRE précise la notion de coûts échoués récurrents et prévisibles, ainsi que les modalités pratiques de mise en œuvre pour la prise en compte, au cas par cas, des autres coûts échoués.

**Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?**

Les GRD du SPEGNN ne sont pas opposés au traitement envisagé pour les plus ou moins-values de cession des actifs cédés mais souhaitent que ce traitement ne s'applique qu'aux actifs mis en service à compter de l'entrée en vigueur du tarif ATRD6 des ELD.

Au-delà du principe évoqué, les GRD du SPEGNN s'interrogent toutefois sur la mise en œuvre d'un tel mécanisme dans le cas où les durées d'amortissements comptables des ELD seraient différentes des durées d'amortissement utilisées par la CRE, ce qui aurait un impact sur la valeur nette comptable et donc sur la plus ou moins-value de cession prise en compte.

**Question 6 : Êtes-vous favorable au maintien du fonctionnement actuel du CRCP, de l'évolution annuelle et de l'homothétie du tarif des ELD avec le tarif de GRDF ?**

Le CRCP est un mécanisme fondateur du cadre de régulation actuel de l'ATRD. Il permet en effet une régularisation a posteriori de plusieurs postes de charges et de produits en prenant en compte tout ou partie des écarts entre les montants réellement constatés et les montants prévisionnels. Il garantit ainsi l'équilibre financier des tarifs pour les GRD. Les ELD du SPEGNN sont donc favorables au maintien des principes généraux de fonctionnement actuel du CRCP.

Dans leur dossier tarifaire, les ELD ont demandé un élargissement du plafond d'apurement du CRCP à +/- 3 %. L'objectif de cette demande est, dans l'intérêt de tous (GRD et consommateurs finaux), de réduire les soldes de CRCP accumulés en fin de période, et ce tout en maintenant des variations tarifaires limitées au sein d'une même période. Nous notons que l'analyse réalisée par la CRE conduit cette dernière à préférer à ce stade maintenir un plafond à +/- 2 %. Il nous semble que cette analyse mériterait d'être partagée et approfondie dans le but de trouver une solution permettant de réduire les montants en valeur absolue des soldes de CRCP les plus élevés.

En outre, les modalités d'apurement du solde du CRCP, et notamment le sujet de son plafonnement au sein d'une période (coefficient k) mériteraient d'être étudiées conjointement aux effets d'un éventuel lissage des évolutions tarifaires. En effet, certaines situations pourraient se révéler très préjudiciables en conduisant à de fortes variations de tarif d'une période à l'autre uniquement à cause du dispositif de lissage et de l'apurement du solde du CRCP de fin de période.

Par ailleurs, nous notons que « *la CRE envisage à ce stade de ne pas modifier le fonctionnement du CRCP* » (§ 3.1.3 de la consultation publique). Nous sommes donc étonnés que dans la suite de la consultation la CRE envisage d'y déroger et ce uniquement pour une ELD. Le mécanisme de CRCP, dont l'apurement en totalité de son solde sur la période suivante est un principe fondateur, rappelé par la CRE dans sa consultation, doit être appliqué à tous, et ce, sans discrimination.

Enfin, les ELD prennent acte de la volonté de la CRE de reconduire le principe d'homothétie avec le tarif de GRDF ainsi que les formules d'évolutions des grilles tarifaires.

**Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le tarif ATRD6 des ELD ?**

Les ELD du SPEGNN prennent acte de la volonté de la CRE de reconduire le principe de régulation incitative des charges nettes d'exploitation (CNE) ainsi que les principes d'opérateur efficace et d'objectifs de productivité. Une attention particulière doit cependant être portée à la manière de fixer les objectifs de productivité : ces objectifs doivent rester atteignables et cohérents avec le contexte et les enjeux identifiés. Ils ne doivent en aucun cas être préjudiciables à la sécurité des réseaux de gaz et la qualité du service public rendu. Concernant la fixation de ces objectifs, les ELD contestent l'approche retenue par la CRE, approche fondée sur les ajustements des CNE au titre de l'efficacité proposés par Schwartz&Co dans son audit (cf. réponse à la question 19), rendant ainsi superflue toute l'analyse poste par poste très détaillée que les GRD et l'auditeur ont réalisée en amont.

Les ELD du SPEGNN sont globalement favorables au périmètre des charges et recettes couverts par le CRCP envisagé par la CRE et prennent acte du maintien des modalités de couverture par le CRCP des postes de charges et recettes qui étaient déjà en vigueur à l'ATRD5.

La prise en compte au CRCP des incitations financières générées par les mécanismes de régulation incitative n'appelle pas d'observation particulière de notre part. Toutefois, nous formulons plusieurs remarques et demandes concernant les mécanismes de régulation incitative en eux-mêmes dans nos réponses aux questions suivantes de la consultation.

Nous saluons la proposition de la CRE – conforme aux attentes des ELD – de supprimer la régulation spécifique portant sur les charges de capital « hors réseaux » et d'étendre le mécanisme de CRCP à ces charges, comme c'était déjà le cas pour la période tarifaire ATRD4.

Par ailleurs, nous demandons à la CRE de clarifier le fonctionnement et les modalités de prise en compte au CRCP des « *charges relatives aux actions de développement de la concurrence sur le territoire des ELD* ».

Enfin, nous contestons l'intégration au CRCP d'« *incitations financières à la maîtrise des coûts d'investissements* » en cohérence avec notre opposition à la mise en place d'un plafonnement des investissements de GreenAlp et d'un mécanisme de pénalité en cas de dépassement du plafond (cf. réponse à la question 8).

## Question 8 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées pour la régulation incitative des investissements des ELD ?

Les ELD du SPEGNN actent la volonté de la CRE de maintenir le suivi des coûts unitaires d'investissements dans les réseaux pour Régaz-Bordeaux et R-GDS.

Nous rappelons qu'au vu de leurs tailles, les ELD ne disposent pas du même effet de foisonnement que GRDF, ce qui rend l'observation des coûts unitaires d'investissement et de leurs variations, moins pertinente. Cette fluctuation est accentuée dans les périodes de forte incertitude sur l'évolution des coûts, à l'image du contexte actuel marqué par les difficultés d'approvisionnement, l'envolée des prix des matières premières et des énergies, la hausse des prix des prestations...

S'agissant du mécanisme d'incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements « hors réseaux », nous saluons la proposition de la CRE de le supprimer, et ce, conformément à notre demande.

### Incitation spécifique à la maîtrise des investissements de GreenAlp

La proposition de la CRE d'introduire un plafonnement des investissements pour GreenAlp et une pénalité en cas de dépassement de ce plafond interpelle fortement l'ensemble des ELD du SPEGNN et ce, pour plusieurs raisons.

Pour GreenAlp, comme pour la plupart des ELD, la très grande majorité des investissements relève d'obligations réglementaires (exemple : renouvellement des canalisations en fonte) ou d'obligations en matière de sécurité (exemple : renouvellement des CICM identifiées comme sensibles). Ces investissements ne peuvent pas faire l'objet d'arbitrage et de priorisation par une tierce partie. Il s'agit d'un enjeu de sécurité industrielle, dont la responsabilité et la maîtrise sont portées par les GRD.

L'autre part des investissements, nécessaires à la mise en œuvre des politiques énergétiques des ELD (raccordement de stations GNV, injection de biométhane, ...) et à la transformation des métiers (SI, ...) doivent être réalisés car ils sont indispensables pour accompagner la transition énergétique et l'ouverture à la concurrence.

L'analyse de la CRE des investissements des ELD conduit d'ailleurs bien à ce constat (cf. § 4.3.1 de la consultation publique) :

*« Les investissements relevant directement d'obligations réglementaires concernent toutes les ELD et constituent la majorité des montants demandés :*

- *la sécurisation des réseaux, comme le remplacement de canalisations, le renouvellement de réseaux, l'installation de dispositifs de sécurité ;*
- *l'intégration des CICM en concession, anticipée conformément au projet de loi dite « 3DS » ; »*

et les autres investissements concernent *« l'évolution de l'activité des ELD, notamment dans le contexte de la transition énergétique et de l'ouverture à la concurrence ».*

Par ailleurs, les GRD gaz, en tant qu'industriels, sont déjà dans une démarche de maîtrise et d'optimisation de leurs investissements, par des approches opposables basées sur des analyses multicritères et des retours d'expérience.

Ainsi, si pendant les années de l'ATRD6, des investissements sur le réseau de GreenAlp s'avèrent indispensables d'un point de vue sécurité, ceux-ci doivent impérativement être réalisés et ce dans les meilleurs délais, sans pénalité financière quelle qu'elle soit. Introduire un tel plafond et mécanisme de pénalité pourrait conduire à la non-réalisation de certains de ces investissements indispensables ou à leur report, engendrant alors un réel risque en termes de sécurité.

Enfin, nous tenons à rappeler que les programmes d'investissements des ELD font l'objet d'un suivi par nos autorités concédantes et les DREAL.

Par conséquent, nous ne sommes pas du tout favorables et nous contestons cette orientation.

### **Question 9 : Êtes-vous favorable à l'introduction de ces indicateurs incités sur les thématiques de l'ouverture à la concurrence sur le territoire des ELD ?**

Suite à la délibération de la CRE du 10 juin 2021 portant orientations sur les mesures à mettre en place par les GRD pour permettre le développement de la concurrence sur les territoires des ELD, le SPEGNN estime qu'il n'est pas nécessaire d'inciter financièrement l'indicateur relatif au taux de changement de fournisseur réalisé dans les délais. Cette mesure n'est d'ailleurs pas présente dans la délibération du 10 juin 2021.

En théorie, les évolutions SI souhaitées par l'ensemble des acteurs du marché, avec l'automatisation des échanges et l'harmonisation des procédures devraient très rapidement rendre cet indicateur obsolète. En pratique, les rapports de la qualité de service de GRDF montrent que cet indicateur (non incité pour cet opérateur) ne dépasse pas les 95% lorsqu'un déplacement du GRD est nécessaire et ce malgré l'utilisation des webservices.

Nous souhaitons donc continuer à suivre cet indicateur non incité dans nos entreprises ce qui permettra de mesurer dans la durée l'efficacité réelle de l'automatisation des échanges. Dans tous les cas, comme les données de GRDF l'attestent, un objectif à 100% n'est pas réaliste et encore moins acceptable.

En ce qui concerne les deux nouveaux indicateurs relatifs à l'ouverture à la concurrence sur le territoire des ELD, le SPEGNN est favorable à leur mise en place.

Toutefois, le SPEGNN s'interroge sur l'articulation envisagée par la CRE entre ces deux nouveaux indicateurs et l'éventuel mécanisme de régulation incitative à la réalisation des actions prioritaires (question 15).

En effet, la mécanique proposée pourrait instaurer une « double peine » pour ce qui concerne les webservices avec d'un côté un indicateur « incité » et de l'autre une action prioritaire envisagée sur un portail commun censé porter les webservices.

Le SPEGNN attire également l'attention de la CRE sur le fait que la définition de ces deux nouveaux indicateurs fait référence à la notion de « délais demandés ». Il conviendra donc de s'assurer que les ELD disposeront des moyens financiers nécessaires aux développements informatiques souhaités par les acteurs du marché en lien avec la capacité des éditeurs à faire évoluer rapidement les différentes solutions informatiques.

Nous notons également que la définition de ces deux nouveaux indicateurs est basée sur des aspects purement quantitatifs, ce qui certes en facilite le suivi mais n'est pas le plus pertinent pour s'assurer du développement de la concurrence sur le territoire des ELD. Tous les flux et webservices n'ont pas le même impact sur le développement de la concurrence.

D'une manière plus générale, il est à remarquer l'absence de bonus sur les indicateurs proposés.

**Question 10 :** Êtes-vous favorable à la suppression de l'incitation relative au taux de disponibilité du portail fournisseur pour les ELD incitées à développer un portail fournisseur et à l'introduction des indicateurs sur le délai de réponse aux études détaillées, le nombre de réclamations à la suite du raccordement des installations de biométhane, le nombre de fuites de méthane, les émissions de gaz à effet de serre et les montants associés aux volumes de pertes pour les ELD qui ont la responsabilité de leurs pertes ?

Les GRD du SPEGNN sont favorables à la suppression de l'incitation relative au taux de disponibilité du portail fournisseur pour les ELD incitées à développer un portail fournisseur au cours de la période ATRD5, à savoir Gédia, Caléo, Gaz de Barr et Veolia Eau. Les GRD du SPEGNN proposent également que cet indicateur soit supprimé pour l'ensemble des ELD dès la mise en place du portail commun telle que recommandée par la CRE.

Les GRD du SPEGNN ne sont pas opposés à l'introduction des deux indicateurs « Délai de réponse aux études détaillées pour les porteurs de projet biométhane » et « Nombre de réclamations consécutives au raccordement d'une installation de biométhane », même si du fait du nombre très limité de projets d'injection de biométhane pressentis sur le territoire des ELD gazières, cela se traduirait par une publication d'indicateurs à très faible volumétrie. Pour ces deux indicateurs, une fréquence mensuelle de calcul, de remontée à la CRE et de publication ne nous semble toutefois pas pertinente. Comme pour les indicateurs déjà existants, nous demandons que :

- La fréquence de calcul soit trimestrielle ou semestrielle ;
- La fréquence de remontée à la CRE soit annuelle ;
- La fréquence de publication soit annuelle.

Par ailleurs, afin de suivre ces indicateurs uniquement si cela a du sens, nous proposons que ceux-ci soient calculés, remontés à la CRE et publiés uniquement si le nombre d'études détaillées et le nombre de réclamations ne sont pas nuls.

Les GRD du SPEGNN ne sont en revanche pas favorables à l'introduction simultanée des deux indicateurs « Emissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère rapportées à l'énergie acheminée » et « Fuites de méthane émises dans l'atmosphère », indicateurs dont les périmètres sont extrêmement proches. Les GRD du SPEGNN proposent d'introduire le seul indicateur « Emissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère rapportées à l'énergie acheminée » afin de ne pas complexifier le dispositif d'une part, et de maîtriser le nombre d'indicateurs à suivre d'autre part.

Concernant ces deux nouveaux indicateurs, les GRD du SPEGNN se posent la question de la méthode de calcul et d'évaluation de ceux-ci. Pour que la publication de tels indicateurs soit pertinente, les ELD jugent utiles, et demandent à la CRE, de pouvoir bénéficier d'une même méthodologie de calcul clarifiée.

De plus, afin de se familiariser avec la technicité de tels indicateurs, les GRD du SPEGNN demandent à la CRE que le calcul soit mis en œuvre à compter du 1er janvier 2024 seulement.



Par ailleurs, les GRD du SPEGNN font remarquer qu'il est question, en page 24/90 de la consultation publique, d'introduire un indicateur relatif au nombre de fuites de méthane émises dans l'atmosphère alors que la définition de ce nouvel indicateur telle que proposée à l'annexe 1 de la consultation publique indique un ratio entre les quantités de méthane émises dans l'atmosphère et les quantités de gaz acheminées.

Si la CRE décidait dans sa délibération d'introduire les trois nouveaux indicateurs (indicateurs 2.10, 2.11 et 2.12 de l'Annexe 1), les GRD du SPEGNN souhaiteraient alors que leurs calculs puissent se faire sur une période correspondant à leur exercice comptable (du 1er octobre A-1 au 30 septembre A pour R-GDS, Gaz de Barr et Régaz).

De plus, concernant l'indicateur 2.12 relatif aux pertes et différences diverses, les GRD du SPEGNN souhaitent avoir des précisions. En effet depuis l'ATRD5, les montants des pertes et différences diverses sont déjà inclus dans le périmètre du CRCP. Nous nous interrogeons donc sur la pertinence d'un tel indicateur. D'autre part, nous constatons une incohérence dans le mode de calcul présenté dans la consultation publique : en page 24, il s'agit de montants associés aux volumes de pertes alors qu'en page 64, il s'agit de volumes de pertes rapportés aux volumes de quantités distribuées.

**Question 11 :** En vue d'une simplification du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, identifiez-vous des indicateurs qu'il serait pertinent de supprimer pour la période ATRD6 des ELD ?

Les évolutions envisagées par la CRE ne nous semblent pas répondre à un objectif de simplification dans la mesure où les indicateurs à produire sont plus nombreux que ceux inscrits à l'ATRD5, sans tenir compte de ceux liés aux projets de comptage évolué. Les tableaux ci-dessous illustrent cette évolution :

<b>ATRD5 (2018 à 2021)</b>	Regaz et R-GDS	GreenAlp	Autres ELD disposant d'un tarif spécifique	ELD au tarif commun
Nombre d'indicateurs incités financièrement	7	7	5	1
Autres indicateurs de suivi de la qualité de service	8	6	6 *	S/O
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	

\* : 7 pour Sorégies

<b>Proposition ATRD6 des ELD selon Consultation Publique du 7 octobre 2021</b>	Regaz et R-GDS	GreenAlp	Vialis, Gédia, Sorégies	Autres ELD disposant d'un tarif spécifique	ELD au tarif commun
Nombre d'indicateurs incités financièrement	10	10	8	7	1
Autres indicateurs de suivi de la qualité de service	12	9	9 *	9	S/O
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>19</b>	<b>17</b>	<b>16</b>	

\* : 10 pour Sorégies



Cette augmentation du nombre des indicateurs ainsi que la technicité de mise en œuvre de certains d'entre eux ne sont pas compatibles avec les moyens humains dont dispose la majorité des GRD du SPEGNN. La trajectoire d'ETP prise en compte par les GRD du SPEGNN dans la construction des OPEX inscrites dans leurs dossiers de demande tarifaire n'est pas en adéquation avec la proposition de la CRE relative au nouveau cadre de régulation incitative de la qualité de service.

Ainsi, les GRD du SPEGNN demandent que le nombre total d'indicateurs reste constant par rapport à la période ATRD5, par exemple en supprimant des indicateurs dont la volumétrie est toute relative tels que :

- Taux d'absence au relevé des consommateurs de PCE 6M
- Nombre de rendez-vous planifiés non respectés par le GRD
- Taux de raccordements réalisés dans les délais
- Indicateurs relatifs aux rectifications d'index

### Question 12 : Êtes-vous favorable aux évolutions du mécanisme d'attribution des bonus et des pénalités ?

Les GRD du SPEGNN constatent que les objectifs de référence des indicateurs déjà existants ont globalement été revus à la hausse pour la période ATRD6. Les coûts liés à l'atteinte de ces objectifs réévalués risquent alors d'être disproportionnés par rapport aux bénéfices que peuvent en tirer les utilisateurs des réseaux.

Nous notons également que pour GRDF, les objectifs de 3 de ces indicateurs sont bien inférieurs à ceux proposés par la CRE pour les ELD. Les objectifs des autres indicateurs sont identiques, à l'exception du taux de relevés semestriels dont l'objectif pour GRDF présente néanmoins peu d'écart avec celui des ELD.

Nous contestons cette évolution et demandons :

- le maintien des objectifs de référence actuels pour tous les indicateurs, hormis les 2 indicateurs relatifs aux taux de réponse aux réclamations de fournisseurs et de consommateurs,
- la fixation d'objectifs de référence basés sur les résultats constatés pour les 2 indicateurs relatifs aux taux de réponse aux réclamations de fournisseurs et de consommateurs.

S'agissant spécifiquement du taux de relevés semestriels (6M) sur index réels, la volonté de la CRE de relever l'objectif de référence est incompatible avec le déploiement en parallèle des compteurs communicants. En effet, la mise en place des compteurs communicants engendre une désoptimisation des tournées de relève qui deviennent plus diffuses et complexes à réaliser, du fait de l'impossibilité de poser des compteurs communicants à certains endroits (refus du client, inaccessibilité...). Les GRD du SPEGNN souhaitent donc qu'à minima l'objectif du taux de relevés semestriels reste le même que pour la période ATRD5.

3 nouveaux indicateurs incités sont proposés en lien avec la délibération de la CRE du 10 juin 2021 et l'ouverture de la concurrence sur le territoire des ELD : taux de changement de fournisseur réalisé dans les délais, taux de flux commun et de webservices implémentés.

Les ELD du SPEGNN suggèrent que les indicateurs concernant les flux communs et les webservices soient mis en place au moment où les dates limites d'implémentation auront été définies dans le cadre des travaux du GTo SI GRD gaz.

Enfin, nous déplorons le fait que le mécanisme incitatif pour les indicateurs de qualité de service soit asymétrique (montant total possible de bonus plus faible que le montant total possible de pénalité, voire absence totale de bonus lorsque l'objectif est fixé à 100 %) et nous souhaitons que les incitations soient plus équilibrées entre bonus et pénalités.

**Question 13 :** Avez-vous d'autres remarques sur la régulation incitative de la qualité de service pour la période du tarif ATRD6 des ELD ?

Les GRD du SPEGNN n'ont pas de remarque supplémentaire à propos de la régulation incitative de la qualité de service.

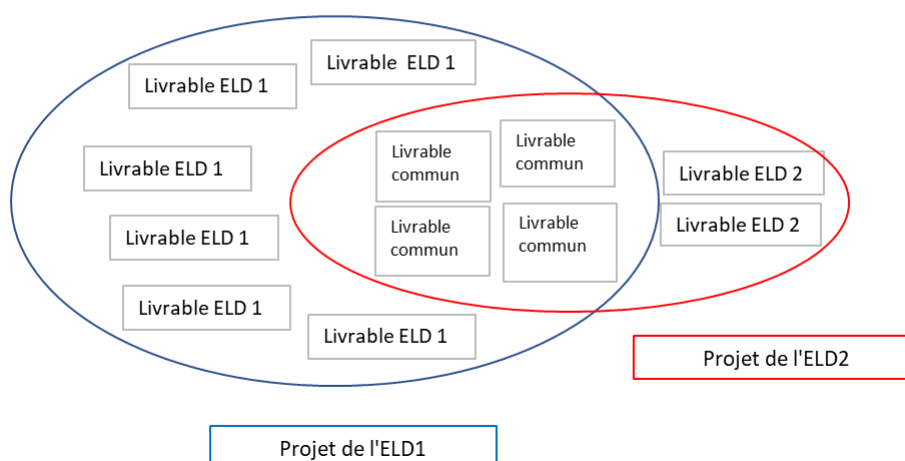
**Question 14 :** Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées pour le dispositif de régulation incitative de la R&D et le dispositif *smart grids* ?

Les GRD du SPEGNN sont favorables aux évolutions envisagées pour le dispositif de régulation incitative de la R&D, notamment en matière de mutualisation, sous réserve que cette mutualisation s'applique également aux projets qui seraient communs à GRDF et à certaines ELD. Ce dispositif est aujourd'hui asymétrique, entre les ELD d'une part et GRDF d'autre part, sans possibilité pour les ELD d'accéder à des livrables peut-être déjà financés.

Concernant la détermination d'une enveloppe commune pour les budgets de R&D susceptibles de faire partie d'une démarche de mutualisation, nous notons que la Commission de Régulation de l'Energie envisage de retenir le budget le plus important parmi les demandes formulées et de répartir ce montant également entre toutes les ELD concernées.

Cela présuppose un périmètre totalement identique des projets, ce qui n'est pas toujours le cas. Faute de budget alloué suffisant, les Conseils d'Administrations des ELD concernées pourraient donc être amenés à faire des arbitrages entre différents livrables, potentiellement préjudiciables à la réalisation des projets, comme l'illustre le schéma ci-après, alors même que leurs demandes tarifaires sont équilibrées.

**Exemple:** Projets d'injection d'hydrogène dans les réseaux



Aussi, les ELD du SPEGNN demandent que les enveloppes communes soient revues par la CRE pour tenir compte des périmètres réels de mutualisation, et que les enveloppes dédiées puissent couvrir les périmètres complémentaires non mutualisables.

S'agissant du guichet smartgrids, le fait que les ELD puissent demander une fois par an l'intégration à leur trajectoire des surcoûts de charges d'exploitation liés à ce type de projets, est de nature à fiabiliser ces projets. Toutefois, la Commission de Régulation de l'Energie ne clarifie pas suffisamment les conditions d'éligibilité de cette demande, notamment lorsqu'elle mentionne que cette intégration « sera possible pour un ensemble de projets impliquant au total des charges d'exploitation annuelles supérieures à 150 k€ ». La notion d'ensemble de projets doit être mieux définie. En l'état, les ELD du SPEGNN manquent d'éléments pour rendre un avis.

**Question 15 :** Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Identifiez-vous d'autres actions prioritaires qui pourraient être intégrées au mécanisme ?

Ce dispositif a déjà été mis en place dans le cadre du TURPE 6 début 2021 et il sera certainement dupliqué par la CRE dans les différents cadres tarifaires à venir des autres opérateurs.

L'initialisation de ce dispositif avec le développement d'un portail commun pourrait faire sens pour le peu que :

- La CRE accepte les trajectoires tarifaires prévisionnelles ou la prise en compte du financement des actions via le CRCP, ainsi que les charges d'exploitation qui pourraient ensuite en découler (coûts opérationnels et de maintenance),
- Les actions retenues aient fait l'objet au préalable d'un consensus entre les acteurs du marché sur la base de cahiers des charges précis, d'études de faisabilité technico-économiques, voire d'une validation des autorités de tutelle,
- Les GRD ne puissent être pénalisés lorsque la responsabilité d'un retard ne leur incomberait pas.

Le SPEGNN constate à nouveau que le dispositif n'est que punitif, dans la mesure où aucun bonus n'est prévu dans le cas où une action prioritaire serait réalisée dans un délai inférieur au délai prévu. Le caractère dissymétrique nous paraît être plutôt un frein à l'innovation.

A ce stade, les GRD du SPEGNN n'identifient pas d'autres actions prioritaires à intégrer à ce mécanisme.

**Question 16 :** Privilégiez-vous le maintien, ou la suppression d'un budget de développement du nombre de consommateurs ?

Les GRD du SPEGNN rappellent que pour limiter la baisse des quantités acheminées et du nombre de consommateurs et donc pour contenir les coûts d'acheminement au profit des consommateurs, il est fondamental de fidéliser les clients existants et de saisir de nouvelles opportunités, notamment celles offertes par le passage du fioul au gaz et par le bioGNV/GNV. Aussi, pour la période tarifaire ATRD6, nous demandons le maintien d'un budget de

développement du nombre de consommateurs. Les actions relevant de ce budget sont nécessaires pour stabiliser nos portefeuilles clients et toute modification de l'enveloppe demandée impliquerait la révision des trajectoires de volumes acheminés et de nombre de consommateurs raccordés au réseau.

Le bilan financier ATRD5 présenté en page 28 de la consultation publique devrait uniquement inclure les aides liées au développement du nombre de consommateurs. Or le budget annuel moyen dépensé prend également en compte les dépenses de communication alors que celles-ci sont clairement identifiées sur une ligne distincte du BP OPEX et ne font pas partie de cette régulation incitative. Elles correspondent en effet à des actions spécifiques, indépendantes des actions de développement.

En période tarifaire ATRD6 comme en période ATRD5, les dépenses prévisionnelles de communication du BP OPEX sont distinctes du budget « développement ». Ces dépenses ont été clairement explicitées par les ELD lors de l'audit OPEX. En tout état de cause, nous demandons leur maintien pour la période 2022-2025.

Les ELD du SPEGNN attirent l'attention de la CRE que le fait d'inscrire la part fixe des recettes d'acheminement au CRCP n'inciterait plus les opérateurs à développer ni même stabiliser le nombre de consommateurs sur leurs réseaux, ce qui aurait pour effet d'augmenter les coûts moyens par consommateur.

**Question 17 : Le cas échéant, partagez-vous l'orientation de la CRE, qui consiste à retenir le même périmètre d'actions que pour l'ATRD6 de GRDF ?**

Les budgets de développement du nombre de consommateurs demandés par les GRD du SPEGNN concernent les segments de marché suivants :

- clients existants – fidélisation
- nouveaux clients – conversions fioul-gaz ou charbon-gaz
- nouveaux clients – constructions neuves
- nouveaux usages – GNV et bioGNV.

Les actions liées à l'animation de la filière sont transverses et impactent tous les segments de marché.

Nous notons que la CRE propose de procéder à des ajustements supplémentaires sur les demandes des ELD et envisage à ce stade deux solutions :

- la suppression totale des montants demandés par les ELD au titre des actions de développement
- le recentrage des actions de développement sur l'animation de filière et de conversion fioul-gaz ou charbon-gaz (périmètre d'actions retenu pour l'ATRD6 de GRDF).

Dans le cadre de cette proposition, les ELD du SPEGNN demandent la prise en compte, a minima, de l'option « recentrage des actions » car le maintien d'un budget de développement du nombre de consommateurs est primordial pour limiter la baisse des consommations et du nombre de clients.

Par ailleurs et comme déjà précisé à la question 16 ci-dessus, le budget « communication » doit entièrement être conservé car il porte sur des actions non liées au développement du nombre de consommateurs.

Nous attendons également que les montants demandés pour l'animation de filière soient retenus pour l'ensemble des segments de marché.

Pour une question d'égalité de traitement, il est important que la CRE retienne, pour les ELD, au moins le même périmètre d'actions de développement que celui qui avait été acté pour la période tarifaire ATRD6 de GRDF. Nous demandons également que la CRE retienne le budget prévisionnel des dépenses de communication qui est bien distinct du budget développement.

**Question 18 : Avez-vous une remarque sur la déclinaison du cadre de régulation des projets de comptage évolué des ELD de gaz, détaillée en annexes ?**

Le SPEGNN est favorable à la mise en œuvre d'une régulation incitative pour chacun des projets de comptage des ELD de gaz disposant d'un tarif d'acheminement spécifique.

Nous avons noté que la CRE propose notamment une prime incitative de rémunération de 200 points de base (pbs), attribuée aux actifs de comptage (modules radio, compteurs et concentrateurs) mis en service entre le début et la fin théorique de la phase de déploiement industriel et la couverture tarifaire des coûts échoués liés au remplacement anticipé de compteurs existants par des compteurs communicants pendant la phase de déploiement. En cas d'atteinte des objectifs de délais, de coûts et de performances, l'ELD bénéficie de l'intégralité de la prime. En revanche, toute dérive de la performance globale vient, au travers de pénalités, diminuer cette prime. Au-delà d'un certain seuil de contre-performance, la rémunération des actifs de comptage sera réduite en deçà du taux de rémunération de base, dans la limite d'un plancher. Dans ce cadre, le montant total des pénalités versées par l'ELD au titre de la régulation incitative du projet de comptage évolué ne pourra pas excéder 300 points de base de rémunération.

Les comparaisons entre les investissements en actif de comptage mis en service et le coût de référence, seraient effectuées aux mêmes dates que celles retenues pour la régulation incitative pour les délais de déploiement.

Ce mécanisme de régulation a été proposé pour le projet initialement de GRDF puis pour ceux de REGAZ, GREENALP et enfin pour celui de R-GDS.

Dans le contexte actuel de très forte variation des prix des matières premières et des différents matériels nécessaires (dont les composants électroniques) pour la bonne réalisation des projets AMR, le SPEGNN demande d'une part que le dispositif déjà en place pour REGAZ, GREENALP et R-GDS puisse être adapté en cas de variation des prix des matériels utilisés en masse dans le cadre de leur projet, et d'autre part que le dispositif soit redéfini pour les projets en attente d'approbation.

Concrètement dans le cadre de la régulation incitative des coûts d'investissement de comptage, le coût unitaire complet de référence doit s'appréhender pour tous les projets en fonction des contraintes économiques exceptionnelles que nous constatons actuellement.

Nous avons noté que « la CRE est attachée à conserver un dispositif justement dimensionné, dont les modalités d'incitation sont adaptées à la taille et aux ressources des ELD ».

Le SPEGNN demande la définition et l'application, le cas échéant, d'une clause de force majeure en cas de variation anormale des prix des matériels, dans les délibérations d'approbation des prochains projets AMR, prenant en compte les « événements exogènes imprévisibles pouvant avoir des effets significatifs sur l'équilibre économique du projet ». Une variation anormale des prix des matériels étant une variation supérieure à l'indexation automatique annuelle prévue dans les BP AMR.

L'application de cette clause de force majeure déclencherait sans délai la clause de rendez-vous définie dans les délibérations 2020-039, 2020-123 et 2021-103 ainsi que l'adaptation des dispositifs d'incitation.

Les collaborateurs du SPEGNN sont disponibles pour travailler avec les services de la CRE à la définition de cette clause de force majeure et à la redéfinition du mécanisme de régulation incitatif des coûts d'investissement de comptage.

Pour le mécanisme de la régulation incitative des délais de déploiement (annexe 3), le SPEGNN demande que les dates des jalons définis dans les dossiers des ELD évoluent en fonction de la date effective des décisions des Ministres pour les projets en attente d'approbation.

Le SPEGNN considère que le niveau de pénalité en cas de non-respect du taux de déploiement prévisionnel est élevé et, compte tenu de la taille des entreprises dont les projets sont en attente d'approbation, demande un montant de pénalité plafonné à 10% du coût des compteurs.

Le SPEGNN demande que la définition du premier indicateur soit reformulée de la façon suivante : (Nombre de PCE T1/T2 au statut télérelevé dont la relève a été publiée **aux fournisseurs** par le portail fournisseur durant le mois M) / (Nombre de PCE T1/T2 au statut télérelevé dont la relève a été reçue durant le mois M) compte tenu que les fonctionnalités des portails des distributeurs à l'attention des fournisseurs font actuellement l'objet de travaux entre les services de la CRE et les distributeurs.

Pour le cadre de la régulation incitative de la performance des systèmes de comptage évolué (en annexe 4), le SPEGNN considère que les quatre indicateurs proposés sont suffisants pour suivre la performance des systèmes de comptage évolué qui seront mis en place par les ELD.

## Niveau tarifaire

**Question 19 :** Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation des ELD ?

### Remarque préliminaire

La présentation de la CRE des différents ajustements dans la consultation publique ne nous semble pas de nature à permettre au lecteur de bien comprendre les différents ajustements mis en consultation et leur articulation. Ainsi, le tableau de synthèse présenté en page 33 ne reflète pas la réalité des ajustements car il ne tient pas compte des charges de R&D et de développement. Or en tenant compte de ces charges qui ont fait l'objet d'ajustements complémentaires proposés par la CRE, la totalité des ajustements envisagés représente pour certaines ELD plus du double des montants annuels indiqués dans le tableau.

Nous déplorons l'absence d'un tableau récapitulatif précisant par ELD les différents ajustements en valeur absolue et en pourcentage de la demande de l'opérateur (ajustements poste par poste de l'auditeur, ajustements d'efficacité de l'auditeur, ajustements supplémentaires de la CRE poste par poste) ainsi que d'une explication sur l'articulation entre les ajustements poste par poste et les ajustements au titre de l'efficacité.

### Ajustements additionnels au titre de l'efficacité

Dans ses rapports d'audit, Schwartz&Co a proposé pour chaque ELD une trajectoire cible d'efficacité globale sur la période ATRD6 par rapport à un niveau historique de productivité. Cette analyse l'a conduit à proposer à la CRE d'appliquer des ajustements additionnels sur les CNE de trois ELD au titre de l'efficacité. Dans sa consultation publique, la CRE envisage de retenir ces ajustements additionnels.

Sans remettre en cause la nécessité de productivité et la notion « d'opérateur efficace », les ELD du SPEGNN critiquent la démarche d'analyse d'efficacité mise en place par l'auditeur et contestent l'application de ces ajustements additionnels pour les trois ELD concernées. Nos critiques relatives à cette démarche portent sur plusieurs aspects : la pertinence d'une telle analyse au titre de l'efficacité après une analyse poste par poste très approfondie, la référence historique retenue (niveau de productivité en 2019), l'utilisation d'un unique indicateur (le ratio CNE sur kms de canalisations), les modalités d'application de la notion de « périmètre d'activité constant », l'application rétroactive d'objectifs de productivité aux années passées ou en cours (2020 et 2021). Ces éléments sont détaillés dans les réponses à la consultation des ELD concernées.

Nous contestons également l'approche à ce stade retenue par la CRE dans la consultation publique pour l'articulation entre les différents ajustements (ajustements poste par poste, ajustements d'efficacité et ajustements complémentaires de la CRE) et demandons que cela soit revu et partagé avec les ELD concernées en amont de la délibération.



**Question 20 :** Avez-vous des remarques concernant le niveau des paramètres de rémunération pour la période du tarif ATRD6 des ELD et notamment le maintien des paramètres utilisés pour GRDF en prenant en compte la baisse du taux d'imposition sur les sociétés intervenue entre temps ?

La CRE s'oriente vers une valeur de CMPC de 4,02% (réel, avant impôts), issue de la reprise des paramètres retenus pour GRDF à l'ATRD6 en janvier 2020, à l'exception du taux d'impôt sur les sociétés qui sera de 25% à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Les ELD du SPEGNN ont formulé une demande basée sur un rapport d'expert, qui prend en compte :

- L'évolution de la conjoncture économique.
- La situation spécifique des ELD, qui influe sur les paramètres suivants :
  - la prime de dette : prise en compte d'entreprises notées BBB plutôt que d'entreprises notées A ;
  - la prime petit opérateur : prise en compte des conditions de financement spécifiques aux opérateurs de petite taille dans le coût de la dette ;
  - le bêta de l'actif : prise en compte de l'exposition accrue aux risques résiduels de petits opérateurs par rapport à GRDF.

Nous maintenons notre demande initiale et déplorons l'approche de la CRE qui ne prend pas en compte la réalité de la situation des ELD qui s'illustre par un accès à des conditions de financement différentes - moins avantageuses - de celles d'opérateurs de taille plus importante.

**Question 21 :** Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges de capital à couvrir sur la période du tarif ATRD6 ?

#### Trajectoire d'investissements

Nous notons que dans la partie 4.3.1 de la consultation publique, la CRE reconnaît elle-même que :

*« Les investissements relevant directement d'obligations réglementaires concernent toutes les ELD et constituent la majorité des montants demandés :*

- *la sécurisation des réseaux, comme le remplacement de canalisations, le renouvellement de réseaux, l'installation de dispositifs de sécurité ;*
- *l'intégration des CICM en concession, anticipée conformément au projet de loi dite « 3DS » ; »*

et que les autres investissements concernent *« l'évolution de l'activité des ELD, notamment dans le contexte de la transition énergétique et de l'ouverture à la concurrence ».*

Nous partageons ces constats et nous contestons pour cela le plafonnement des investissements de GreenAlp et la pénalisation de celui-ci en cas de dépassement du plafond. Les investissements prévisionnels de GreenAlp pour les années à venir relèvent en premier lieu d'enjeux de sécurité et ne doivent en aucun cas faire l'objet d'un tel mécanisme de plafonnement. Voir la réponse formulée par le SPEGNN à la question n° 8.

En outre, la CRE souligne dans sa consultation publique l'enjeu primordial de modernisation et d'harmonisation des SI des ELD en ciblant notamment comme action prioritaire le développement d'un portail commun. Pour répondre à cet enjeu, les charges de capital des ELD relatives aux SI doivent être couvertes par le tarif ATRD. Mis à part pour GreenAlp, la CRE le

prévoit bien grâce à l'introduction au CRCP des charges de capital hors réseau dont font partie les investissements SI. Dans le cas de GreenAlp, pour les mêmes raisons, ces charges doivent être au CRCP sans plafonnement ni pénalité. Or dans sa consultation, la CRE envisage pour GreenAlp de revoir à la baisse les prévisions d'investissement SI et de plafonner la trajectoire globale d'investissement de cette ELD. Ceci ne permettrait pas à cette ELD d'avoir les moyens d'investir dans de nouveaux projets SI comme le portail commun. A cette fin nous demandons à ce que les investissements de GreenAlp ne fassent pas l'objet d'une régulation incitative (ni plafonnement ni pénalité) et que l'ensemble de ses charges de capital (réseau et hors réseau) soit au CRCP comme ce sera le cas pour les autres ELD.

#### Réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement

La CRE envisage de réduire de 45 ans à 30 ans la durée d'amortissement des branchements et des CICM pour les ELD à l'image de ce qui a été retenu pour GRDF. L'impact sur le tarif ATRD d'une telle modification sera indéniablement différent d'une ELD à l'autre, c'est pourquoi ce sujet nécessite une analyse approfondie.

Voir également nos éléments de réponse à la question 3.

#### **Question 22 : Quelle est votre position sur l'allongement, voire l'annulation, de l'apurement du solde de CRCP résiduel de GreenAlp pour le tarif ATRD ?**

Dans sa consultation publique, la CRE envisage : « *pour l'ensemble des ELD, à l'exception de GreenAlp, de reconduire la méthode d'apurement du CRCP retenue pour le tarif ATRD5 des ELD* ». Les ELD du SPEGNN ne comprennent pas et n'acceptent pas qu'une exception pour une ELD puisse être envisagée (et encore moins appliquée) sur le mécanisme de CRCP, principe de base du cadre réglementaire de l'ATRD. L'exception pour GreenAlp suggérée par la CRE consisterait en une annulation du solde du CRCP constitué sur la période ATRD5 ou en un allongement de l'apurement de celui-ci.

L'annulation du solde du CRCP de la période ATRD5 pour GreenAlp est inconcevable et ce pour plusieurs raisons :

- Le mécanisme du CRCP (existence même de ce compte de régularisation, son principe d'apurement au sein d'une période avec le k et l'apurement de son solde sur la période suivante) est un mécanisme majeur du tarif ATRD en lui-même. Il permet de garantir à la fois aux GRD et aux consommateurs la juste couverture des charges à leur niveau réel pour les postes qui sont au CRCP. Remettre en cause ce mécanisme ferait perdre toute crédibilité envers le tarif ATRD : la CRE aurait la possibilité « d'annuler » des montants de manière unilatérale.
- Sur un principe aussi fondateur qu'est le CRCP et son apurement pour le tarif ATRD, aucune exception ne peut être faite : le traitement doit être le même pour tous les GRD.
- Le solde du CRCP ATRD5 de GreenAlp est un manque à gagner pour le GRD de Grenoble constitué sur la période de l'ATRD5. Cela signifie que le tarif ATRD5 était sous calé et ne reflétait pas sur cette période l'équilibre entre charges et recettes. Comme le rappelle la CRE dans sa consultation publique (§ 3.1.3) : « *Le solde du CRCP est calculé au 31 décembre de chaque année. Il est apuré sur une durée de 1 an dans la limite d'une évolution tarifaire annuelle associée à cet apurement de +/- 2 %. En cas d'atteinte de ce plafond, le solde du CRCP non apuré au cours de l'année considérée est reporté à l'année suivante. [...] En outre, le solde du CRCP en fin de période tarifaire est pris en compte lors de l'établissement du revenu autorisé de la période suivante. Le solde du CRCP est ainsi*

*remis à zéro en début de chaque période tarifaire* ». Les règles de fonctionnement de l'ATRD5 étaient claires : le solde du CRCP constitué sur la période ATRD5 sera apuré en totalité sur la période suivante via une prise en compte dans le revenu autorisé. Ces règles ne peuvent pas être modifiées rétroactivement et GreenAlp doit être compensé du manque à gagner qu'il n'a pas perçu sur la période ATRD5.

L'allongement de l'apurement du CRCP ne peut être envisagé pour les mêmes raisons : principe fondateur qui doit s'appliquer à tous, manque à gagner sur la période précédente pour lequel les règles fixées doivent s'appliquer, perte de crédibilité envers le tarif ATRD. Par ailleurs, l'allongement de l'apurement aurait des conséquences néfastes pour les consommateurs :

- Le solde à apurer augmenterait chaque année puisque ce solde doit être actualisé au taux sans risque. Les consommateurs devraient donc reverser plus au GRD alors qu'ils auraient pu le rembourser en totalité dès la période ATRD6.
- Puisque le nombre de consommateurs gaz à Grenoble diminue, si l'apurement du solde est allongé au-delà de la période ATRD6 (ie sur l'ATRD7), alors l'apurement de ce solde se ferait sur un nombre plus réduit de consommateurs alors que c'est l'ensemble des consommateurs de la période ATRD5 qui devraient financer l'apurement de ce solde.

Pour ces deux raisons, l'allongement de l'apurement n'est pas une solution. Il aurait pu éventuellement être envisagé si la hausse tarifaire était ponctuelle et limitée à la période ATRD6, mais ce n'est vraiment pas le cas puisque la baisse des volumes de gaz est structurelle et se poursuivra sur les années au-delà de l'ATRD6.

Pour toutes ces raisons, nous sommes profondément opposés à l'allongement, voire l'annulation de l'apurement du solde du CRCP résiduel de GreenAlp.

Enfin, la CRE justifie sa suggestion d'annulation du solde du CRCP ATRD5 de GreenAlp par « *la baisse des consommations et donc la hausse tarifaire anticipée* ». Si la régulation tarifaire actuelle de l'ATRD – et son mécanisme intrinsèque de CRCP – ne permet pas de répondre aux enjeux présents et à venir et aux évolutions du système gazier, dont la baisse des volumes est une réalité aujourd'hui pour GreenAlp et demain pour tous les GRD gaz, c'est que l'ATRD en lui-même doit évoluer et ce pour tous les GRD.

### **Question 23 : Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 des ELD ?**

Il est difficile pour les GRD du SPEGNN de se positionner sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 dans la mesure où les données ne sont pas encore figées à ce stade, comme le solde du CRCP de fin de période ou la prise en compte de la réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement. En effet, la prise en compte de ces éléments (y compris les taux d'inflation prévisionnels définitifs) peut avoir un impact non négligeable sur le niveau des charges à couvrir.

Nous attirons l'attention de la CRE sur le fait que le contexte économique général est incertain, avec notamment des tensions actuelles et à venir sur certains marchés qui pourraient se traduire par des augmentations importantes du prix de certaines prestations. Dans ce cadre, un niveau tarifaire trop faible alloué par la CRE se traduirait par l'abandon, par les ELD, de projets qui ne présentent pas de priorité au regard de la sécurité industrielle. Ainsi, certains projets (notamment de R&D) ou certaines actions (pour la promotion du gaz par exemple), pourraient

être considérés comme non prioritaires et donc non réalisés si la couverture de charges s'avérait insuffisante. C'est la raison pour laquelle les GRD du SPEGNN récusent le fait que la CRE puisse retenir la borne basse pour leurs évolutions tarifaires.

**Question 24 : Avez-vous des remarques relatives aux trajectoires de consommation et de nombre de consommateurs envisagées ?**

Les trajectoires de consommation et de nombre de clients, globalement baissières, ont été construites en cohérence avec le contexte actuel et propre à chaque ELD.

**Question 25 : Avez-vous des remarques relatives aux évolutions tarifaires envisagées pour le tarif ATRD6 des ELD ?**

Application des évolutions tarifaires

Dans sa consultation, la CRE présente les variations tarifaires des ELD de manière lissée sur les 4 années de l'ATRD6 et précise que « *Pour les besoins de la présente consultation publique, la CRE a retenu une évolution tarifaire lissée. Cela ne préjuge pas de la façon dont la CRE calculera l'évolution tarifaire au 1er juillet 2022 et pour chaque évolution annuelle.* » (§ 4.8.1.2). Un tel lissage des évolutions tarifaires (à la hausse ou à la baisse) pose des difficultés importantes et notamment de potentielles variations de tarif très significatives entre l'ATRD6 et l'ATRD7 du fait d'un tarif en fin de période ATRD6 qui ne refléterait pas du tout l'équilibre entre charges et recettes. Pour cette raison, les ELD du SPEGNN ne sont pas favorables au lissage des évolutions tarifaires et demandent formellement à la CRE d'être consultées et associées aux travaux de cette dernière dans le but de définir des modalités d'application des évolutions tarifaires qui soient les plus pertinentes aussi bien pour les opérateurs que pour les consommateurs finaux.

Tarification des clients « T3 appoint / secours »

Comme indiqué dans leurs demandes tarifaires, les GRD du SPEGNN rappellent que les clients dits « T3 appoint/secours » ne paient pas le bon niveau de prix car ils ne contribuent pas aux coûts d'investissement et d'exploitation du réseau à hauteur des puissances journalières sollicitées. En effet, ces clients utilisent des puissances importantes pendant de courtes périodes, ce qui peut mettre en péril la continuité de livraison de gaz naturel lorsque les fortes pointes de consommation se produisent en hiver.

Après les travaux démarrés courant 2018 sur l'évolution de la structure tarifaire et la consultation publique du 27 mars 2019, la CRE n'a pas retenu dans sa délibération du 23 janvier 2020 portant décision sur le tarif ATRD6 de GRDF, l'introduction d'une part capacitaire pour les clients à option tarifaire T3, tout en indiquant la nécessité de mener des travaux complémentaires pour améliorer la tarification des clients T3 compte tenu de leur diversité.

Aussi, les ELD insistent sur le fait qu'il est impératif de reprendre rapidement ces travaux en collaboration avec la CRE et GRDF, pour une mise en œuvre de l'évolution qui sera retenue au démarrage de la période ATRD7 de GRDF (1<sup>er</sup> juillet 2024).

### Travaux ATRD7

D'une manière plus générale, les ELD du SPEGNN rappellent qu'elles souhaitent être associées, le plus en amont possible et au même titre que les autres opérateurs d'infrastructures, à tous les travaux relatifs aux tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel, et en particulier ceux qui démarreront prochainement dans le cadre du tarif ATRD7 de GRDF.